



13^{ème} législature

Question N° :
115039

**de M. Giraud Joël (Socialiste, radical, citoyen et divers gauche -
Hautes-Alpes)**

**Question
écrite**

Ministère interrogé > Défense et anciens combattants

Ministère attributaire > Défense (secrétariat d'État)

Rubrique > anciens combattants et
victimes de guerre

Tête d'analyse > Afrique du Nord

Analyse > revendications

Question publiée au JO le : **26/07/2011** page : **7952**
Réponse publiée au JO le : **13/09/2011** page : **9823**
Date de changement d'attribution : **23/08/2011**

Texte de la question

M. Joël Giraud attire l'attention de M. le ministre de la défense et des anciens combattants sur des revendications portées par des anciens combattants d'Afrique du Nord. La Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (FNACA) fait part de certaines demandes, à moins d'un an - comme ils le rappellent - du 50^e anniversaire du cessez-le-feu du 19 mars 1962. Tout d'abord, les anciens combattants souhaitent que l'État prenne part officiellement dans les cérémonies qui auront lieu le 19 mars prochain. Les autres revendications sont d'ordre moins symbolique et d'une importance cruciale pour les membres de la FNACA. Ils demandent dans un premier temps que l'indice de la retraite du combattant soit fixé à 48 points, ce qui correspond à un des engagements de 2007, tout comme l'aide différentielle de solidarité en faveur des conjoints survivants qui devrait être portée au niveau de 949 euros. Il est important de noter que la disparition de beaucoup d'anciens combattants permet de financer ces mesures sans augmentation du budget. Il lui demande ainsi de bien vouloir lui indiquer la réponse du Gouvernement face à ces attentes.

Texte de la réponse

Le cinquantième anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie sera un temps important du calendrier commémoratif français en 2012. Cependant, la programmation des manifestations qui, au niveau de l'État, marqueront ce cinquantenaire, n'est pas encore arrêté. Les formes que revêtira cette commémoration et les dates qui l'articuleront ne peuvent par conséquent être précisées. En tout état de cause, la cérémonie officielle qui sera organisée pour rendre plus particulièrement hommage aux morts pour la France pendant la guerre d'Algérie et les combats du Maroc et de la Tunisie, se déroulera le 5 décembre, date officielle de la journée nationale d'hommage aux morts pour la France pendant les conflits d'Afrique du Nord, instituée par le décret n° 2003-925 du 26 septembre 2003. S'agissant de la revalorisation de la retraite du combattant, le Président de la République et le Gouvernement se sont fixés comme objectif de la revaloriser sensiblement d'ici 2012. Cette prestation, restée fixée depuis 1978 à 33 points d'indice de pension militaire d'invalidité, a évolué, d'une part, en fonction des augmentations de la valeur de ce point et, d'autre part, à partir de 2006, de la revalorisation de cet indice. Ainsi, malgré un contexte économique des plus contraints, la retraite du combattant a augmenté de plus de 40 % depuis 2006 pour atteindre 44 points d'indice à compter du 1^{er} juillet 2011, soit un montant annuel de 609,40 euros, la valeur du point d'indice étant fixée à 13,85 euros au 1^{er} octobre 2010. Pour ce qui est de l'allocation différentielle, le montant plafond de cette prestation, initialement fixé le 1^{er} août 2007 à 550 euros par mois, a été porté à 800 euros au 1^{er} janvier 2010, à 817 euros au 1^{er} avril 2010 et à 834 euros à compter du 1^{er} avril 2011, ce qui représente au total une augmentation de 51,6 % en quatre ans. Par ailleurs, en leur qualité de ressortissantes de l'ONAC, les veuves d'anciens combattants, qu'elles soient ou non bénéficiaires de l'allocation différentielle, peuvent obtenir auprès des services départementaux de l'établissement public, des aides et secours adaptés à leur situation individuelle. Le Gouvernement reste donc très attentif à la situation des conjoints survivants des anciens combattants et victimes de guerre qui font appel à la solidarité nationale. Enfin, le budget pour l'année 2012 étant en phase d'élaboration, il ne peut être préjugé à l'heure actuelle des mesures qui seront mises en oeuvre.

